



Togo / Stratégie Sahel

« Nous vivons la fraternité et la solidarité avec le Togo »

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé le 18 avril 2026 plusieurs audiences à des acteurs engagés en faveur de la paix et de la stabilité au Sahel, notamment une délégation de représentants de la société civile et d'éminents experts africains, présents à Lomé dans le cadre de la réunion de haut ...



PAGE 3

RSE



Education

Yas Togo inaugure un bâtiment scolaire au lycée Pouda

Yas Togo poursuit le déploiement de sa politique RSE (Responsabilité sociale des entreprises). Avec l'accompagnement de la Fondation Axian, elle a procédé vendredi 17 avril 2026, à l'inauguration d'un bâtiment scolaire au lycée Pouda à Doufelgou, ...

PAGE 2

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Bas-Mono : Adjévi Gisèle anticipe les périodes de disette

Dans la préfecture du Bas -Mono, la dame Adjévi Gisèle affiche un regard satisfaisant envers ses clients. Elle a le sourire éclatant de ceux qui sont fiers d'avoir accompli quelque chose d'important. Elle montre fièrement ses sacs de maïs stockés ...

PAGE 2



Visite de Jean-Noël Barrot

Le Togo demeure attaché à une diplomatie d'ouverture

Jean-Noël Barrot, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, effectue une visite à Lomé au Togo du 23 au 24 avril 2026. Comment expliquer un tel déplacement dans le contexte actuel en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Ministère de l'Economie et des Finances : la liste des admis au concours disponible

Les résultats du concours national de recrutement de fonctionnaires pour le compte du ministère de l'Économie et des Finances, session du 21 décembre 2024, ont été rendus publics. L'information a été communiquée le 23 avril 2026 par le ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social.

Selon le communiqué officiel, la liste des candidats admis est accessible en ligne sur le site www.fonctionpublique.gouv.tg. Elle peut également être consultée dans les locaux du ministère à Lomé ainsi que dans les directions régionales du travail et des lois sociales, notamment à Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong.

Cette publication vient clore un processus de sélection engagé pour renforcer les ressources humaines de l'administration économique et financière. Les candidats concernés sont invités à vérifier leur statut et à se conformer aux démarches administratives qui suivront cette étape décisive du recrutement.

ECONOMIE

Commerce extérieur au 4e trimestre 2025

Le Togo consolide ses positions régionales et diversifie ses partenaires

PAGE 5

Santé au Togo

Le Synphot recrute des experts pour structurer la convention collective sectorielle

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot) engage une nouvelle phase de son action en faveur de meilleures conditions de travail dans le secteur de la santé. L'organisation vient de lancer un appel à candidatures pour recruter deux consultants chargés d'élaborer une convention collective sectorielle accompagnée d'une grille salariale adaptée.



PAGE 9



SOMMAIRE

Côte d'Ivoire/opposition
Le maire de Tiassalé visé par de lourdes accusations



P 4

Commerce extérieur au 4e trimestre 2025
Le Togo consolide ses positions régionales et diversifie ses partenaires



P 5

Rapports sexuels
Dr Catherine Solano explique en profondeur les problèmes d'allergie



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Bas-Mono : Adjévi Gisèle anticipe les périodes de disette

Dans la préfecture du Bas-Mono, la dame Adjévi Gisèle affiche un regard satisfaisant envers ses clients. Elle a le sourire éclatant de ceux qui sont fiers d'avoir accompli quelque chose d'important. Elle montre fièrement ses sacs de maïs stockés et s'exprime : « Avant, je passais toute la journée à faire le ménage et à m'occuper des enfants. Maintenant, je contribue aux finances du ménage. » Retour sur le parcours de dame Adjévi Gisèle, bénéficiaire du produit Accès des Pauvres aux Services Financiers, APSEF du FNFI.

Si elle a toujours été revendeuse de céréales depuis qu'elle s'est mariée, les choses ont pris une autre tournure il y a près de 6 ans, lorsque Gisèle est devenue bénéficiaire des produits FNFI. « J'ai participé début 2016 à une séance d'information dans ma localité. Je me suis rendue compte que les taux d'intérêts des produits FNFI étaient nettement avantageux. Avec d'autres femmes, nous avons constitué un groupement et nous avons eu les prêts. C'était le produit APSEF », raconte Gisèle.

Avec le produit APSEF, Gisèle s'emploie à réaliser son rêve : stocker et revendre des

céréales, notamment le maïs. En effet, de nos jours, le maïs se produit à toutes les périodes de l'année, de sorte que s'est développé autour de cette denrée un commerce de grande ampleur depuis le stade du maïs frais jusqu'aux produits transformés. Dans plusieurs localités du Togo, le type de cultures qui peuvent être plantées dépend de la saison. Si bien que les agriculteurs plantent le maïs et d'autres céréales au début de la saison des pluies, puis les récoltent à la saison sèche suivante.

Ils veulent tous vendre une partie de leurs cultures juste après la récolte pour pouvoir payer leurs factures et acheter des semences et d'autres intrants pour la saison suivante. Une grande quantité de céréales sur le marché entraîne généralement une baisse des prix. Par contre, si on attend quelques mois, que tout le monde ait vendu ses céréales, on observe que les prix vont habituellement (mais pas toujours !) commencer à remonter. Le prix est généralement au plus haut, juste avant la prochaine récolte, lorsque les stocks sont au plus bas. L'idée de Gisèle, c'est de

trouver les ressources afin d'acheter et stocker du maïs et d'autres céréales et de revendre lorsque les prix sont plus élevés. Il est à noter que bien d'autres éléments peuvent avoir une influence sur le prix du maïs, y compris les importations



Adjévi Gisèle

de céréales en provenance d'autres pays. Si bien que la configuration peut varier d'une année à l'autre. Mais Gisèle est convaincue qu'elle peut augmenter nettement ses revenus avec le stockage. Il lui fallait donc du financement pour commencer. Elle raconte : « Je devais acheter quelques

sacs de maïs pour débiter. Mais je n'avais pas les moyens pour les achats. J'ai entendu parler d'une structure qui fait des prêts. Malheureusement, le taux d'intérêts était élevé. En plus, ils ne m'ont pas satisfaite dans la période que je voulais ».

C'est donc avec le produit APSEF qu'elle se lance. « J'ai commencé avec 4 sacs de maïs stockés. Les prêts successifs m'ont permis d'augmenter ma capacité de stockage du maïs et surtout de diversifier. Aujourd'hui, je stocke aussi du soja et d'autres céréales. »

Cette activité nécessite d'avoir des céréales de bonne qualité qui respectent certaines normes minimales. Pour cela, une bonne gestion après les achats est vitale. Gisèle dispose d'un petit magasin pour conserver la qualité de ses produits. Très connue dans sa localité, elle permet désormais à son entourage d'affronter au mieux les périodes de disette. « Je suis mieux considérée aujourd'hui. En période de disette, les gens savent qu'ils peuvent trouver des céréales chez moi. Et c'est grâce au produit APSEF du FNFI. »

Déployés dans toutes les régions du Togo depuis près de 8 ans, les produits FNFI transforment la vie de nombreux ménages ruraux. « Ici dans le Bas-Mono, la vie des femmes a beaucoup changé avec le FNFI », témoigne ADJEVI Gisèle. Et elle conclut : « Personnellement, je viens de déposer mes dossiers pour avoir le produit Nkodédé. Ça va me permettre d'avoir un second magasin de stockage. Actuellement, je manque de place. »

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Visite de Jean-Noël Barrot

Le Togo demeure attaché à une diplomatie d'ouverture

Jean-Noël Barrot, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères effectue une visite à Lomé au Togo du 23 au 24 avril 2026. Comment expliquer un tel déplacement dans le contexte actuel en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?

Pour rappel, Lomé la capitale togolaise a abrité samedi dernier, une réunion de haut niveau ayant permis de définir la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel. Au cœur de cette arène diplomatique, les discours souverainistes étaient au rendez-vous. La relation fraternelle entre le Togo et les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) est une singularité, à l'aune des dissensions régionales occasionnées par les coups d'Etat dans ses pays. Avec la France, les relations sont particulièrement tendues. Ainsi, quelques jours après avoir déroulé le tapis rouge à l'AES, le Togo fait de même pour la France. Cela ne laisse pas indifférente une certaine opinion publique. Face à cette situation, il faut dire que la visite à Lomé du ministre français

de l'Europe et des Affaires étrangères s'inscrit dans la continuité d'une relation ancienne entre la France et le Togo. Cette entente est fondée sur le dialogue, le respect mutuel et une coopération durable.

Les relations entre le Togo et la France se distinguent par

bilatérales, régionales et internationales.

Le Togo demeure attaché à une diplomatie d'ouverture, fondée sur ce principe simple : parler à tous, sans s'aligner sur personne. Dans un contexte international marqué par de profondes recompositions, le Togo



Le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé (à gauche), et son homologue français Emmanuel Macron (Image d'archives)

la régularité des échanges de haut niveau entre les autorités des deux pays, signe d'un partenariat vivant et structuré. Cette visite illustre la qualité d'un dialogue politique constant entre Lomé et Paris sur les grandes questions

assume pleinement une politique étrangère indépendante, équilibrée et souveraine.

La diplomatie togolaise refuse désormais les lectures anciennes consistant à classer les Etats africains dans des

logiques de camps ou de blocs. D'ailleurs, lors de la réunion de Lomé il y a quelques jours, tout le monde a été invité. Nul n'a été mis de côté. Le Togo entend donc entretenir des relations constructives avec l'ensemble de ses partenaires, dans le seul intérêt de ses priorités nationales et de la stabilité régionale.

Le pays défend une vision du dialogue international fondée sur la construction de ponts plutôt que de lignes de fracture. À l'heure où le multilatéralisme fait face à de nombreuses tensions, le Togo continue de croire en la valeur du dialogue entre les nations. La voix du Togo reste constante : les défis mondiaux exigent davantage de coopération et non davantage de fragmentation.

La relation entre la France et le Togo s'inscrit aujourd'hui dans un partenariat renouvelé, débarrassé des réflexes du passé et tourné vers l'avenir. Le Togo considère

que ses partenariats internationaux doivent être guidés par le respect de sa souveraineté et par la recherche de bénéfices mutuels. La présence du chef de la diplomatie française à Lomé témoigne de l'attention portée par la France au rôle croissant du Togo sur la scène régionale. Le Togo entend continuer à jouer un rôle de facilitateur de dialogue dans une région confrontée à de multiples défis sécuritaires et politiques. Plus qu'une visite bilatérale, ce déplacement traduit la reconnaissance d'un Togo qui fait le choix de l'équilibre, de l'écoute et de la responsabilité sur la scène internationale.

« Le Togo ne choisit pas entre les partenaires ; le Togo choisit le dialogue, la souveraineté et la construction de relations équilibrées avec tous », nous a confié une source au sein des milieux diplomatiques togolais.

TM

Togo/Stratégie Sahel

« Nous vivons la fraternité et la solidarité avec le Togo »

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé le 18 avril 2026 plusieurs audiences à des acteurs engagés en faveur de la paix et de la stabilité au Sahel, notamment une délégation de représentants de la société civile et d'éminents experts africains, présents à Lomé dans le cadre de la réunion de haut niveau consacrée à la nouvelle stratégie du Togo pour cette région sur la période 2026-2028.

La délégation était composée de personnalités dont l'expertise et l'engagement sur les questions sahéniennes et africaines sont largement reconnus. Il s'agit notamment du professeur Franklin Nyamsi, président de l'Institut de l'Afrique des libertés, de Bassolma Bazié, président de la Commission nationale de la Confédération des Etats du Sahel (CN-CES) et de Dr Bakary Sambe, président du Timbuktu institute African center for peace studies.

Ils ont exprimé tour à tour leur satisfaction à l'issue des échanges avec le

président du Conseil, axés sur les nouvelles actions de paix, de stabilité et de développement dans le Sahel.

Le professeur Franklin Nyamsi, a salué la contribution de la diplomatie togolaise à l'instauration d'un cadre de concertation africain plus inclusif face aux défis contemporains. Il a souligné la nécessité de prôner une approche fondée sur la responsabilité partagée pour une coopération durable dans la lutte contre le terrorisme dans une dynamique panafricaine.

« Le Togo a engagé une diplomatie qui constitue un modèle pour tout le continent africain. Capitale de la médiation, Lomé a relevé le défi de réunir les diplomaties africaines dans un cadre d'échange consacré à la vérité sur les enjeux de la lutte antiterroriste dans le sous-continent. Nous avons salué la qualité des interventions. La réunion de Lomé est un succès. Nous ne pouvons pas entretenir une coopération durable dans la lutte contre

le terrorisme sans examiner les questions de vérité, de justice et de solidarité sur les faits », a dit l'expert.

Pour sa part Bassolma Bazié a salué l'esprit de dialogue prôné par le Togo



Faure Gnassingbé (à droite) saluant les personnalités reçues en audience (Crédit photo : Présidence du Conseil)

dans l'élaboration de la nouvelle stratégie pour le Sahel. Il a transmis au président du Conseil, le message de fraternité, de solidarité, d'amitié et de reconnaissance des dirigeants de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

« Nous vivons la fraternité et la solidarité avec le Togo. Et chaque fois que nous avons cette opportunité, il est important pour nous de le mentionner. Nous nous réjouissons

des orientations avisées du président du Conseil pour la réussite de notre mission. Nous repartons ainsi très satisfaits des résultats auxquels nous sommes parvenus », a

indiqué Bassolma Bazié. S'inscrivant dans la même dynamique, Dr Bakary Sambe a favorablement accueilli l'initiative portée par la diplomatie togolaise en faveur des Etats du Sahel. Il s'est réjoui de l'implication des chercheurs dans la recherche de solutions durables aux problèmes des populations de cette région.

« La réunion de Lomé s'est déroulée dans un contexte marqué par une prise de

conscience collective des défis liés à l'insécurité et à l'instabilité dans toute l'Afrique de l'ouest. Au regard de notre destin commun, cette réalité impose un dialogue permanent entre les acteurs. A travers son leadership politique, le Togo nous a offert un cadre de convergence des points de vue sur les enjeux sécuritaires et de développement au Sahel », a-t-il ajouté.

Cette rencontre marque une étape importante dans la consolidation d'une vision partagée avec les acteurs de la société civile, pour la recherche de solutions africaines aux défis sécuritaires dans les pays du Sahel et du Golfe de Guinée.

Elle consacre également l'esprit d'ouverture du président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, à l'écoute de toutes les contributions dont celles des organisations de la société civile, des experts et chercheurs africains dans les réflexions sur les dynamiques contemporaines.

La rédaction

Togo/Nouvelle stratégie Sahel

Forte adhésion des partenaires en faveur de l'initiative

L'organisation réussie de la réunion de haut niveau sur la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel (2026-2028), une initiative portée par le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, continue de susciter la reconnaissance de la communauté internationale.

Après le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, c'est au tour d'une délégation des organisations sous régionales et continentales d'apprécier cette initiative togolaise. Il s'agit du Dr Omar Aliou Touray, président de la Commission de la

Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ; de Mamadou Tangara, haut-représentant du président de la Commission de l'Union africaine pour le Sahel ; de Ado Elhadji Abou, secrétaire exécutif de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad) et de Idi Ali, secrétaire exécutif par intérim du Conseil de l'entente.

La délégation a particulièrement salué l'initiative, ainsi que son importance pour le renforcement de la coopération régionale. Elle a exprimé sa reconnaissance aux autorités togolaises et réaffirmé son engagement à œuvrer en faveur d'une

synergie d'actions au service de l'intégration, de la stabilité et du développement de l'Afrique de l'Ouest.

« Au terme de la réunion sur

ouest-africaine. Bien sûr, il y a des cadres institutionnels peut-être différents, mais nous allons continuer à œuvrer pour les peuples



Faure Gnassingbé (devant au centre) et les différentes personnalités reçues en audience (Crédit photo : Présidence du Conseil)

la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel, nous sommes venus pour remercier Son Excellence monsieur le président du Conseil pour cette belle initiative qui va nous aider à travailler ensemble en tant que région

de l'Afrique de l'Ouest. En tant que Cédéao, nous considérons nos frères de l'Alliance des Etats du Sahel comme membres à part entière de la famille ouest-africaine et nous sommes honorés d'être invités à cette

réunion » a précisé Dr Omar Aliou Touray, président de la Commission de la Cédéao. Pour rappel, la nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel (2026-2028) s'inscrit dans la continuité de l'engagement du pays pour cette région du continent. Elle remplace l'ancienne stratégie de 2021, qui a servi de cadre à l'action du Togo au Sahel au cours des quatre dernières années.

L'objectif visé par le Togo est d'adapter son engagement au Sahel aux réalités émergentes, tout en renforçant sa contribution à la stabilité régionale et à la coopération entre les pays du Sahel et ceux du golfe de Guinée.

Edem Dadzie

AES/Société civile

Le net recul des Ong dans l'AES qui interroge

Au Burkina Faso comme au Niger, le tour de vis s'accélère contre les organisations de la société civile. Officiellement, il s'agit de remettre de l'ordre. Officieusement, une recomposition plus profonde est à l'œuvre : celle d'un espace longtemps occupé par des acteurs non étatiques, désormais sommés de rentrer dans le rang. Reste une inconnue majeure : qui comblera le vide laissé sur le terrain.

Au Burkina Faso, elles sont plus de 350 associations à avoir été ainsi mises à l'arrêt en avril 2026. Quelques

jours plus tôt, une première vague avait déjà touché des organisations, notamment actives dans la défense des droits humains. Motif avancé : des statuts non actualisés, des règlements intérieurs non conformes. Une lecture administrative, froide, presque technique. Mais sur le terrain, le choc est bien réel.

À Niamey, le récit est plus radical encore. Là, ce sont près de 3 000 ONG qui ont été suspendues en 2025. Une opération assumée par les autorités comme un « assainissement ». Le mot est

choisi. Il dit une volonté de trier, de filtrer, de redéfinir. Désormais, les ONG doivent s'aligner sur les priorités nationales. Et surtout, rendre des comptes.

Ce qui se joue ici dépasse largement la question des statuts ou des procédures. C'est un retour en force de l'État dans des espaces qu'il estime avoir trop longtemps laissés à d'autres. Au Niger comme au Burkina Faso, le discours est clair : la souveraineté ne se négocie plus, elle s'exerce. Dans des pays confrontés à une insécurité persistante,

où les groupes armés testent chaque jour les limites du contrôle territorial, l'argument sécuritaire pèse lourd. Qui agit ? Avec quels financements ? Pour quels objectifs ? Autant de questions que les autorités veulent désormais trancher elles-mêmes.

Mais derrière cette volonté de reprise en main, il se pose une question tout à fait pertinente : que propose l'Etat pour garder ce « lien », et assurer l'aide fait par les associations dans les coins les plus reculés du pays où les politiques publiques sont

impuissantes à atteindre ? En reprenant la main, les États du Sahel posent un acte politique fort. Mais ils ouvrent, dans le même mouvement, une équation délicate : celle de remplacer, efficacement et durablement, des mécanismes d'intervention qu'ils n'avaient pas toujours les moyens d'assumer seuls. À défaut, le risque est clair. A mesure que les ONG se taisent, ce sont des territoires entiers qui pourraient redevenir silencieux, non pas par ordre, mais par absence.

Alexandre Wémima

Côte d'Ivoire/opposition

Le maire de Tiassalé visé par de lourdes accusations

Le maire de Tiassalé et président du mouvement Aujourd'hui et Demain, la Côte d'Ivoire (ADCI) a été entendu pendant plusieurs heures par le parquet, dans le cadre d'une procédure portant sur des faits qualifiés de graves par le ministère public. Selon des sources proches du dossier, les chefs d'accusation retenus incluent notamment trouble à l'ordre public, incitation à la révolte, atteinte au crédit des institutions républicaines et diffusion de fausses nouvelles. Des incriminations qui renvoient à des prises de parole publiques et à des contenus diffusés sur des canaux médiatiques et numériques.

Figure montante de l'opposition au pouvoir du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), Tiémoko Antoine Assalé s'est progressivement imposé comme une voix critique du régime. Sa convocation intervient dans un contexte où plusieurs responsables politiques ont déjà fait l'objet de poursuites judiciaires sur des bases similaires.

Dans un communiqué

publié à l'issue de l'audition, le mouvement ADCI n'a pas détaillé les suites procédurales, mais a tenu à dénoncer ce qu'il considère comme une instrumentalisation politique du dossier. Tout en appelant ses militants à la retenue, le mouvement a rappelé le principe de la présomption d'innocence, soulignant que les accusations formulées à ce stade ne constituent ni preuve ni condamnation.

Le dispositif de défense s'organise. Les avocats constitués, Me Oumou Sanogo et Me Christian

notamment solliciter l'accès complet au dossier et aux pièces de la procédure afin d'en apprécier la solidité



Adagba, ont indiqué leur intention d'engager une contestation rigoureuse des éléments avancés par le parquet. Ils entendent

juridique et de structurer les moyens de défense. Au-delà du cas individuel de Tiémoko Antoine Assalé, cette procédure relance le

débat sur l'équilibre entre maintien de l'ordre public et liberté d'expression politique en Côte d'Ivoire. Dans un environnement marqué par des tensions récurrentes entre pouvoir et opposition, chaque procédure judiciaire impliquant une figure politique tend à prendre une dimension plus large.

Alors que l'ADCI se prépare à une rentrée politique annoncée et que les échéances internes se profilent, cette affaire pourrait peser sur les recompositions en cours. Elle pose, en filigrane, une question centrale : jusqu'où la régulation judiciaire du discours politique peut-elle s'exercer sans altérer le jeu démocratique ?

T.M.

BRVM Investment Days 2026

A New York, l'Uemoa renforce son attractivité financière

À New York, la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) a réuni, le 21 avril 2026, plus de 120 investisseurs et partenaires internationaux au siège du Nasdaq. Cette édition des BRVM Investment Days s'inscrit dans une stratégie assumée : connecter davantage les capitaux mondiaux aux opportunités d'investissement de l'espace Uemoa.

Dans un environnement international marqué par l'incertitude, la rencontre a permis de mettre en avant les fondamentaux économiques de la région. À l'ouverture des travaux, le directeur général de la BRVM, Edoh Kossi Amenounve, a insisté sur la résilience des économies ouest-africaines et sur la dynamique de leur

marché financier.

Les performances présentées traduisent cette évolution. La capitalisation boursière de la BRVM dépasse désormais les 40 milliards de dollars, tandis que l'indice BRVM Composite a progressé de plus de 99 % sur les 5 dernières années. À cela s'ajoute une amélioration sensible de la liquidité, signe d'un intérêt croissant des investisseurs. L'introduction en bourse de la Banque internationale pour l'Industrie et le Commerce en 2025 illustre également cette dynamique d'ouverture.

Aujourd'hui classée parmi les principales places financières du continent, la BRVM entend consolider sa position en misant sur l'innovation. L'institution



Edoh Kossi Amenounve

prépare notamment le développement de nouveaux instruments, tels que les ETF, les produits dérivés et les indices ESG. Parallèlement, elle renforce son engagement en faveur de la finance durable, à travers l'émission

d'obligations vertes et sociales, un segment en pleine expansion.

Les échanges ont également permis d'identifier plusieurs leviers d'amélioration. La transparence de l'information financière, la digitalisation des services et l'élargissement de l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises figurent parmi les priorités. Les participants ont également souligné l'importance de mécanismes comme l'euroclearabilité et le recours au « blended finance » pour diversifier les sources de financement et attirer davantage de capitaux internationaux. Au cœur des discussions, la question de la mobilisation de l'épargne locale a

été abordée comme un enjeu stratégique. Le renforcement du rôle des investisseurs institutionnels, tout comme l'émergence de nouveaux acteurs, apparaît essentiel pour soutenir la croissance du marché.

À travers son plan stratégique 2026-2030, la BRVM ambitionne de bâtir un marché plus inclusif, plus transparent et mieux intégré aux circuits financiers mondiaux. Les BRVM Investment Days confirment ainsi leur rôle de passerelle entre l'Afrique de l'Ouest et les investisseurs internationaux, dans une perspective de financement durable des économies de la région.

E. A

Togo / Finances publiques

Pression fiscale modérée et stratégie budgétaire 2027-2029

Au Togo, la mobilisation des ressources fiscales reste en deçà des standards régionaux. Estimée à 13,1 % du Produit intérieur brut (Pib) en 2025, elle demeure inférieure au seuil communautaire de 20 % fixé par l'Uemoa. Ce constat intervient alors que le pays engage les travaux du cadrage budgétaire à moyen terme (CBMT) pour la période 2027-2029, un instrument destiné à renforcer la cohérence et la visibilité de l'action publique.



Grand marché de Lomé

Contrairement au budget annuel, le Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) propose une projection pluriannuelle intégrant l'évolution des recettes, des dépenses, du déficit et de la dette. Pour les autorités, il s'agit d'un outil d'anticipation permettant d'ajuster les politiques publiques aux contraintes financières, tout en simulant différents scénarios économiques.

Malgré des perspectives favorables, avec une croissance attendue à 6,2 % et une inflation contenue à 0,4 % en 2025, les marges budgétaires restent contraintes. Le service de la dette limite la capacité d'investissement de l'État, imposant une recherche accrue d'efficacité dans la gestion des ressources.

Dans ce contexte, l'élargissement de l'assiette fiscale apparaît comme

un levier prioritaire. Associée à la digitalisation de l'administration, cette réforme vise à améliorer la collecte sans accroître la pression fiscale. En parallèle, la maîtrise des dépenses, notamment salariales estimées à 7 % du PIB, constitue un impératif pour préserver l'équilibre budgétaire.

Les investissements publics, stabilisés autour de 6,6 % du PIB, soit près de 458 milliards de francs CFA, devront être orientés vers des projets structurants, capables de soutenir durablement la croissance et l'emploi. La dynamique observée ces dernières années, portée par les performances de l'Office togolais des recettes (OTR), reste encourageante. Après 990,1 milliards FCFA mobilisés en 2023, les recettes ont atteint 1 098 milliards en 2024, confirmant une progression soutenue.

À l'horizon 2029, la stratégie budgétaire s'articule autour de 3 priorités : sécurité, cohésion sociale et transformation économique. Un cap qui repose sur une gestion rigoureuse et une mobilisation accrue des

Commerce extérieur au 4e trimestre 2025

Le Togo consolide ses positions régionales et diversifie ses partenaires

Au 4ème trimestre 2025, le Togo confirme la solidité de ses échanges commerciaux, marquée par une diversification progressive de ses partenaires et une forte orientation vers les marchés régionaux. Derrière les chiffres, se dessine une économie ouverte, à la fois ancrée dans son environnement ouest-africain et connectée aux grands pôles du commerce mondial.

Du côté des exportations, l'Inde s'impose comme le premier client du pays, absorbant 18,6 % des ventes togolaises. En valeur, ces échanges atteignent 47,1 milliards de FCFA, pour un volume de plus de 371 000 tonnes. Cette position dominante traduit l'importance des flux de matières premières et de produits de base vers le marché asiatique. La Côte d'Ivoire suit avec 13,4 % des exportations, confirmant la vitalité des échanges intrarégionaux, tandis que le Burkina Faso complète le trio de tête avec 11,4 %.

Au total, les dix premiers clients du Togo concentrent plus de 81 % des exportations, révélant une forte dépendance à un nombre limité de débouchés, mais aussi une structuration progressive des circuits commerciaux. Le Bénin, le Ghana, la France et les États-Unis figurent également parmi les partenaires majeurs, illustrant une ouverture à la fois régionale et internationale.

À l'importation, la Chine domine largement, avec près de 30 % des parts de marché. Les flux en provenance de ce pays

atteignent 160,5 milliards de FCFA, témoignant du rôle central des produits manufacturés et des équipements dans l'approvisionnement togolais. La France et le Nigéria occupent respectivement les deuxième et troisième rangs, suivis par l'Inde, le Japon, la Turquie et les États-Unis. Les dix premiers fournisseurs représentent 66,6 % des importations, confirmant une concentration significative des sources d'approvisionnement.

Mais c'est sur le plan régional que le Togo affiche ses performances les plus marquantes. Les échanges avec les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dégagent un excédent commercial de 67,8 milliards de FCFA. Les exportations vers cet espace atteignent 136,7 milliards de FCFA, contre 68,9 milliards d'importations. Une dynamique similaire s'observe avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), où l'excédent s'établit à 89,3 milliards de FCFA.

Ces résultats traduisent une compétitivité accrue des produits togolais dans la sous-région. Plus de la moitié des exportations du pays, soit 53,9 %, sont destinées à la Cédéao, et 45,4 % à l'Uemoa. À l'inverse, les importations en provenance de ces espaces restent limitées, ce qui renforce la position excédentaire du Togo.

Dans le détail, les produits exportés vers la Cédéao reflètent la diversité de l'offre togolaise. Les motocycles

arrivent en tête, suivis des emballages plastiques, des produits cosmétiques, du ciment et de l'huile de palme. À ces produits s'ajoutent des biens de consommation courante, tels que les sucreries, les boissons, les tissus ou encore les produits alimentaires transformés. Cette variété témoigne d'un tissu économique capable de répondre à une demande régionale multiple.

L'évolution des échanges confirme également une tendance contrastée. Les exportations vers la Cédéao ont progressé de 18,5 % sur un an, malgré des fluctuations trimestrielles. Les importations, quant à elles, enregistrent une hausse de 3,1 % en glissement annuel, traduisant une reprise progressive de la demande.

Au-delà des performances conjoncturelles, ces indicateurs révèlent les enjeux structurels du commerce extérieur togolais. Entre concentration des partenaires, dépendance aux importations industrielles et potentiel de transformation locale, le pays poursuit sa quête d'équilibre. L'ancrage régional apparaît, à ce titre, comme un levier stratégique pour consolider sa croissance et renforcer sa résilience face aux chocs extérieurs.

Ainsi, au croisement des dynamiques locales et globales, le Togo continue de tracer sa trajectoire commerciale, entre consolidation des acquis et ouverture maîtrisée vers de nouveaux horizons.

Edy Alley

Entrepreneuriat des jeunes au Togo

Un dynamisme qui rassure

Synonyme d'un fort potentiel de main-d'œuvre et de dividende démographique, la jeunesse constitue un véritable moteur de développement. Au Togo, l'entrepreneuriat reste un secteur clé dans lequel, le gouvernement promeut ce potentiel démographique. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les initiatives d'accompagnement de la jeunesse dans le secteur entrepreneurial et les mutations qui s'en suivent.

Bien qu'elle puisse représenter un défi en termes d'éducation et d'emploi, la population jeune constitue une force plus qu'une faiblesse. Au Togo, la démographie raconte une histoire singulière, celle d'un territoire largement foulé par les jeunes, constituant à la fois une richesse

économique, d'accroître la productivité et de renforcer les capacités d'innovation.

Une population active plus nombreuse peut générer davantage de richesses, soutenir les systèmes sociaux et contribuer à l'essor des investissements. Elle peut également dynamiser les marchés intérieurs, stimuler la consommation et favoriser l'émergence d'un tissu entrepreneurial plus dense.

Mais cette promesse n'est pas automatique. Elle repose sur une condition essentielle : la capacité du marché du travail à absorber ces nouvelles cohortes.

Confronté à une démographie croissante avec une forte proportion de jeunes, le Togo s'est engagé à mettre un accent

jeunes.

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), avec pour pilier central la formation, l'accompagnement et la facilitation d'accès au crédit pour les jeunes de 18 à 35 ans, en est un exemple. Ce fonds a permis de financer plus de 6900 projets et de créer plus de 27 000 emplois durables à fin 2024.

Le Faiej est aujourd'hui remplacé par l'Agence de développement des Très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME), appelée à élargir et à renforcer les actions d'appui au tissu entrepreneurial national des jeunes. Cette transition ne marque pas une rupture, mais plutôt une évolution stratégique. Elle s'inscrit dans la volonté des autorités de consolider les acquis en matière

plus de 22 milliards de francs CFA. L'initiative est destinée à soutenir les jeunes entrepreneurs.

Les nombreuses aides apportées aux jeunes entrepreneurs se traduisent dans les chiffres de création d'entreprises. Seulement au cours de l'année 2025, 14 202 nouvelles entreprises ont été créées au Togo.

Pour transformer la jeunesse imposante en véritable moteur de croissance, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, encourage le gouvernement à mettre en place de nombreuses initiatives.

Au nombre de ces initiatives, l'on citera entre autres l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) et le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et le Paeij-SP. En 2024 seulement, le nombre d'emplois créés par le Paeij-SP dans toutes les régions s'élève à 3 189. Le taux de chômage des jeunes, déjà passé de 8,1 % à 6,8 % entre 2011 et 2018, est encore tombé plus bas, grâce aux projets susmentionnés et à d'autres comme le Programme présidentiel d'excellence (PPE) et le Programme d'excellence des femmes africaines (Pefa)...

Conscient que les jeunes ont besoin de soutiens financiers, de formations et de mentorat pour s'épanouir pleinement, des initiatives novatrices comme le Youth Delivery Lab sont mises en place.

Cadre de dialogue participatif, le programme rassemble chaque année des milliers de jeunes de toutes les régions du pays autour des autorités gouvernementales pour définir la mise en œuvre de politiques publiques du pays.

La troisième édition, tenue en 2025 à Lomé, a rassemblé plus de 4 000 participants venus de toutes les régions, confirmant la place

centrale accordée aux jeunes dans la transformation du pays. Placé sous le thème « Valorisation du potentiel de la jeunesse au service du développement », cet événement citoyen s'est déroulé sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Gnassingbé, démontrant l'engagement politique fort en faveur des jeunes.

L'événement a connu un succès avec plus de 5 000 jeunes inscrits. Environ 70 % d'entre eux provenaient du Grand Lomé, tandis que les 30 % restants venaient des autres régions, avec une participation notable de la diaspora, représentant 10 % des inscrits.

Une jeunesse de plus en plus insérée

Selon les chiffres récents, le taux de chômage s'élève à moins de 3 % en 2025, selon le rapport Risk pays, conduit par l'Agence Bloomfield International. Cette performance traduit une dynamique d'insertion progressive sur le marché du travail. Plus de 14 400 jeunes ont bénéficié de programmes d'emploi à court terme, notamment à travers des initiatives telles que EJV, le projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole des jeunes au Togo et le Programme de soutien aux microprojets communautaires (Psmico).

Le ratio d'emploi des jeunes a atteint 22,18 % en 2023, illustrant les fruits des politiques gouvernementales d'appui à la jeunesse. Outre ces initiatives, le gouvernement, en partenariat avec des organisations internationales, développe des programmes tels qu'Investir dans les jeunes entreprises en Afrique (IYBA Seed), facilitant le financement et la formation de start-up dirigées par de jeunes togolais.

Aussi, plus de 1 200 jeunes



Le président du Conseil échangeant avec les entrepreneurs

inépuisable et une responsabilité majeure. La jeunesse représente un potentiel immense. Le pays demeure profondément marqué par cette couche de la population. En 2023, l'âge médian s'établit à 18,1 ans, révélant une réalité saisissante : qu'une personne sur deux a moins de 18 ans.

Saisir l'enjeu

L'élargissement de la population en âge de travailler constitue une opportunité rare dans la trajectoire d'une nation. Il offre la possibilité d'accélérer la croissance

sur la promotion de l'entrepreneuriat, surtout jeune. L'objectif est clair : permettre à la jeunesse d'être créatrice de richesse et de son propre emploi.

Un effort constant pour l'entrepreneuriat des jeunes

Longtemps confrontée aux défis de chômage, de sous-emploi, la jeunesse togolaise devient lentement mais sûrement un véritable moteur de développement du pays. Pour y arriver, plusieurs réformes ont vu le jour avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat des

d'accompagnement de l'entrepreneuriat des jeunes, tout en adaptant les mécanismes d'accompagnement aux exigences d'une économie en mutation. Au-delà, elle vient combler le manque de coordination des aides, faciliter le financement et formaliser le secteur de l'entrepreneuriat pour stimuler la croissance.

Aussi, les pouvoirs publics ont mis en marche le projet d'appui et d'accompagnement des jeunes (Pajec) qui a permis de mobiliser environ 34 millions d'euros, soit

ont été sélectionnés pour effectuer des stages dans des organismes publics et privés en 2025, renforçant ainsi leur insertion professionnelle.

Conscient que la politique de développement et de promotion de l'employabilité ne peut réussir sans la prise en compte des besoins des plus vulnérables, un

bâtiment et les énergies renouvelables. Bref, un ensemble de domaines dans lesquels le pays a besoin de main-d'œuvre et de compétences pour son développement.

Dans ce même élan, celui de faire de la jeunesse un véritable moteur de développement, les centres de formation



Photo illustrative

accent particulier est mis sur l'insertion des personnes handicapées.

Un dynamisme renforcé par des formations de qualité

En se positionnant pour des opportunités d'emploi durable pour les jeunes, le gouvernement entend réduire le taux de chômage et améliorer la qualité de vie de la population, en particulier, des femmes et des jeunes.

Dans cette démarche, l'une des premières stratégies du gouvernement est de travailler à éliminer l'inadéquation entre la formation et l'emploi. Ainsi, ces dernières années, plusieurs réformes sont introduites dans le système scolaire pour adapter la formation au marché de l'emploi.

Ces réformes visent à améliorer l'employabilité des jeunes en les formant à des métiers porteurs et en renforçant leur insertion professionnelle. C'est ainsi que la formation professionnelle se voit renforcée avec l'introduction des Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD).

Particulièrement, il s'agit des instituts qui proposent des formations pratiques et théoriques dans des domaines tels que l'aquaculture, l'élevage, le

et les universités sont mis à contribution. Les universités et les instituts de formation togolais sont en pleine mutation. Les curricula sont progressivement adaptés aux besoins du marché de l'emploi, privilégiant les compétences pratiques et les savoir-faire directement exploitables en entreprise.

Des filières innovantes, en phase avec les secteurs porteurs (numérique, énergies renouvelables, agriculture moderne, logistique, etc.), voient le jour pour donner aux jeunes diplômés un profil compétitif, en Afrique comme à l'international.

Les partenariats entre établissements d'enseignement supérieur et les entreprises publiques ainsi que privées se multiplient, favorisant les stages, les apprentissages en alternance et les immersions professionnelles. Cette collaboration réduit de façon louable le fossé entre la théorie enseignée et la pratique en entreprise.

Vacances actives en entreprise, l'illustration parfaite

La première édition du projet Vacances actives en entreprise a été lancée en 2025. Il est initié par le gouvernement et mis en œuvre par l'Agence

nationale pour l'emploi (ANPE).

Les étudiants constituent la cible. Ils suivent des modules pratiques sur la communication, le travail d'équipe, la gestion du temps, la culture d'entreprise et les valeurs citoyennes. Un pas en avant pour eux en ce sens qu'ils se font préparer à une meilleure immersion en entreprise.

Les bénéficiaires sont des étudiants issus des cycles de licence et de master. Le projet va au-delà d'un simple stage parce qu'il incarne la vision du président du Conseil, Faure Gnassingbé, de faire de la jeunesse un moteur de croissance.

1 000 étudiants sont concernés par le projet. À la fin de leur apprentissage, leurs compétences pratiques et leurs aptitudes relationnelles seront boostées, ce qui renforce leur employabilité.

Les 1 000 étudiants seront rémunérés dans les structures d'accueil pour le stage d'un mois. Aussi, le projet offre aux stagiaires une indemnité forfaitaire et une déclaration à la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS)



Usine textile à la PIA

pour la couverture des risques professionnels.

Mieux servir les jeunes

Entre programmes de formation, accompagnement à l'entrepreneuriat et mécanismes d'accès à l'emploi, le pays entend mieux servir sa jeunesse. La politique

gouvernementale pour le secteur entrepreneurial consacre une place de choix à la promotion de l'emploi des jeunes. Elle est mise en œuvre pour offrir aux jeunes des compétences pratiques adaptées aux besoins du marché tout en leur garantissant un accès réel aux opportunités économiques.

Pour ce faire, plusieurs dispositifs sont tous les jours renforcés. L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a élargi son champ d'action en mettant en place des guichets d'information, d'orientation et de placement dans les 5 régions du pays. Aussi, elle développe des projets comme celui de la formation professionnelle d'insertion (FPI).

Des défis à relever

Si des initiatives et résultats encourageants sont à mettre à l'actif du gouvernement, les défis restent cependant immenses. Il concerne entre autres l'inadéquation entre formation et emploi, les difficultés d'accès à l'emploi, le besoin d'ajustement des politiques publiques.

Face à cette situation, l'enjeu est donc d'accélérer les réformes, d'étendre les dispositifs aux zones rurales, d'assurer une

réalité, le gouvernement s'illustre d'ores et déjà par des initiatives devant permettre de relever les défis.

C'est dans cette logique que le gouvernement a lancé un programme de stages en entreprise pour des jeunes, avec une allocation mensuelle pour les bénéficiaires.

Aussi encourage-t-il l'apprentissage comme moyen d'acquérir des compétences pratiques et d'améliorer l'employabilité. Au-delà, des dispositifs de "deuxième chance" sont mis en place pour les jeunes ayant des difficultés d'insertion.

Pour encourager les perspectives des jeunes porteurs de projets, il est offert 25 % de la part des marchés publics aux jeunes. Cette initiative du président du Conseil a pour objectif de favoriser la participation des jeunes au développement économique du pays en leur réservant une part importante des opportunités offertes par les marchés publics.

Aussi s'inscrit-elle en droite ligne des initiatives du gouvernement visant à promouvoir des mesures incitatives d'a c c o m p a g n e m e n t

meilleure articulation entre formation et emploi, financement et accompagnement postcréation, de poursuivre une analyse continue pour ajuster les politiques et les programmes en fonction des besoins du marché du travail.

Conscient de cette

et d'encouragement dans le domaine de l'entrepreneuriat. L'objectif étant de relever les défis d'insertion professionnelle des jeunes, de lutter contre la pauvreté, le gouvernement entend maintenir le cap de ses engagements pour relever les défis.

Caleb Akponou

La basace

Jupiter dit un jour : Que tout ce qui respire
S'en vienne comparaître aux pieds de ma grandeur.
Si dans son composé quelqu'un trouve à redire,
Il peut le déclarer sans peur :
Je mettrai remède à la chose.
Venez, Singe ; parlez le premier, et pour cause.
Voyez ces animaux, faites comparaison
De leurs beautés avec les vôtres :
Êtes-vous satisfait ? Moi ? dit-il, pourquoi non ?
N'ai-je pas quatre pieds aussi bien que les autres ?
Mon portrait jusqu'ici ne m'a rien reproché ;
Mais pour mon frère l'Ours, on ne l'a qu'ébauché :
Jamais, s'il me veut croire, il ne se fera peindre.
L'Ours venant là-dessus, on crut qu'il s'allait plaindre.
Tant s'en faut : de sa forme il se loua très fort ;
Glosa (1) sur l'Éléphant, dit qu'on pourrait encore
Ajouter à sa queue, ôter à ses oreilles ;
Que c'était une masse informe et sans beauté.
L'Éléphant étant écouté,
Tout sage qu'il était, dit des choses pareilles :
Il jugea qu'à son appétit (2)
Dame Baleine était trop grosse.
Dame Fourmi trouva le Ciron (3) trop petit,
Se croyant, pour elle, un colosse.
Jupin (4) les renvoya s'étant censurés tous,
Du reste, contents d'eux ; mais parmi les plus fous
Notre espèce excella ; car tout ce que (5) nous sommes,
Lynx (6) envers nos pareils, et taupes (7) envers nous,
Nous nous pardonnons tout, et rien aux autres hommes
On se voit d'un autre œil qu'on ne voit son prochain.
Le Fabricateur souverain
Nous créames Besaciers (8) tous de même manière,
Tant ceux du temps passé que du temps d'aujourd'hui
Il fit pour nos défauts la poche de derrière,
Et celle de devant pour les défauts d'autrui.

Fable de JEAN DE LA FONTAINE : La besace Livre I, fable 7

(1) fit des critiques.

(2) à son goût

(3) insecte qui se développe dans le fromage et la farine

et qui est le plus petit des animaux, visible à l'œil nu

(4) Jupiter

(5) tous tant que

(6) le lynx passe pour avoir une vue très perçante

(7) la taupe a des yeux si petits que longtemps, on

l'a crue aveugle

(8) porteurs d'une besace

Choisissez la bonne réponse

la pièce qu'il a vue joué l'a ému.
la pièce qu'il a vu jouer l'a émue.
la pièce qu'il a vue jouer l'a ému.
la pièce qu'il a vu jouer l'a émue.

Tout est grâce

Il n'y a pas de hasards
Toute chose arrive pour une raison. Chaque personne que nous rencontrons a un rôle à jouer dans notre vie, qu'il soit petit ou grand. Certains vont nous blesser, nous trahir et nous faire pleurer: Ceux-là nous rendent plus forts
Certains vont nous enseigner une leçon, pas pour nous changer mais pour nous aider à prendre conscience de nos erreurs: Ceux-là nous font grandir et nous rendent meilleurs
Et d'autres arrivent dans notre vie simplement pour nous inspirer et nous aimer: Ceux-là nous rendent heureux
Enfin, il y a une grâce en toute chose.
Tout est grâce!
En tout, soyons simplement humble !
L'humilité ne coûte rien
Soyons humble car avant nous d'autres avaient ce que nous avons.
Soyons humble car avant nous d'autres étaient là où nous sommes.
Soyons humble car il existera toujours après nous plus grand que nous.
Soyons humble car il existera plus beau et plus belle que nous.
Soyons humble car il est possible de tout perdre en une seconde.
Soyons humble car le maître de notre souffle de vie peut nous prendre à n'importe quel moment.
Soyons humble car la roue tourne.
Soyons humble car la vie est fragile et courte.
Soyons humble car l'humilité précède la gloire.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des États-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHÉ ABATTOIR: (Juste en face du Super Marché Le Champion)

MARCHÉ DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Santé au Togo

Le Synphot recrute des experts pour structurer la convention collective sectorielle


Le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot) engage une nouvelle phase de son action en faveur de meilleures conditions de travail dans le secteur de la santé. L'organisation vient de lancer un appel à candidatures pour recruter deux consultants chargés d'élaborer une convention collective accompagnée d'une grille salariale adaptée.

Cette démarche s'inscrit dans le prolongement des réflexions amorcées depuis 2021, notamment lors du Forum citoyen et universitaire sur la santé, puis consolidées à l'occasion de la « Grande assise sur la rémunération en santé au Togo » tenue en février 2023 à Kpalimé. De ces travaux ont émergé deux priorités : d'une part, la mise en place d'un cadre conventionnel pour le secteur privé de la santé, et d'autre part, le plaidoyer pour une fonction publique

hospitalière. Les profils recherchés concernent un expert en ressources humaines et un spécialiste du droit du travail. Les consultants, recrutés pour une mission de trois mois allant de mai à juillet 2026, auront pour mission de conduire une étude nationale, de proposer un projet de convention, d'organiser un atelier de validation avec les parties prenantes et de définir des actions de plaidoyer en vue de son adoption.

Les candidats doivent justifier d'un niveau Bac+5 et d'une expérience professionnelle d'au moins quinze ans. Les dossiers sont attendus au plus tard le 6 mai 2026, à l'issue d'un processus de sélection en trois étapes.

La Rédaction



OSBP 2012 Lomé-Togo/Quartier Aïmou dans la rue en face de la STATION
TOTAL d'Abomey : 22 Dantché, Rue de la Persévérance Tél : 90 27 72 73 90 27
81 46 E-mail : synphotogo2020@gmail.com

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement de deux consultant(e)s experts en vue de l'élaboration d'une convention collective sectorielle pour la santé et d'une grille de rémunération salariale

1. Contexte et justification
Le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) lance un appel à candidatures pour le recrutement de deux consultant(e)s experts en vue de l'élaboration de la convention collective sectorielle pour la santé et des grilles salariales pour le secteur de la santé.

2. Description du poste
Intitulé des postes :
1- consultant(e) expert en ressources humaines ;
2- consultant(e) expert en élaboration grille salariale.
Type de contrat : Contrat de mission pour une durée de trois mois (mai à juillet 2026)
Lieu d'affectation : Togo.

3. Missions, responsabilités et critères de succès
3.1. Missions et responsabilités clés

- **Elaborer un draft** de la convention sectorielle de la santé à la suite d'une étude nationale et un brainstorming sous régionale, soumettre ce draft au porteur du projet (SYNPHOT) et en obtenir une version prête à faire valider par toutes les parties prenantes.
- **Coorganiser avec le BEN SYNPHOT un atelier de pré-validation** du projet de convention approuvée par tous les acteurs.
- **Proposer des actions** pour une mise en œuvre de ladite convention
- **Produire un Rapport de fin de mission et formuler des recommandations** au BEN et à ses partenaires.

3.2. Livrables attendus
Au terme de sa mission, les consultants devront avoir produit et soumis au BEN les livrables suivants :

- Un rapport de cadrage méthodologique validé.
- Un projet de convention collective sectorielle assortie d'une grille
- Le rapport final de la mission.
- Un support de présentation synthétique (PowerPoint) de la convention

- Un plan de plaidoyer pour la suite du processus selon la pratique en la matière

4. Profils recherchés
4.1. Formation & diplômes
4.1.1. Expert en ressources humaines
Diplôme de niveau Bac+5 (Master 2, DESS) en ressources humaines.
Expérience professionnelle

- Expérience avérée d'au moins 15 ans dans le domaine des ressources humaines ;
- Une expérience confirmée dans l'élaboration de convention collective ;
- Une connaissance avérée de la législation du travail et des lois sociales au Togo ;
- La connaissance de l'administration publique togolaise, du système de santé togolais et du secteur de la fonction publique togolaise serait un atout majeur ;

Compétences techniques : Capacités rédactionnelles de haut niveau en français.
4.1.2. Expert en droit du travail et des lois sociales
Diplôme de niveau Bac+5 (Master 2, DESS) en droit du travail et des lois sociales.
Expérience professionnelle

- Expérience avérée d'au moins 15 ans dans le domaine en droit du travail et des lois sociales ;
- Une expérience confirmée dans l'élaboration de grille salariale ;
- Une connaissance avérée de la législation du travail et des lois sociales au Togo et de l'administration publique togolaise serait un atout majeur.

Compétences techniques : Capacités rédactionnelles de haut niveau en français.
4.2. Qualités personnelles des consultants

- Rigueur intellectuelle,
- Bonne probité morale.

5. Dépôt des candidatures
Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation détaillant votre compréhension de la mission, ainsi que la méthodologie envisagée (2 pages maximum) ;
- Une proposition financière ;
- Un Curriculum Vitae (CV) détaillé incluant au moins trois (3) références professionnelles ;
- Les copies certifiées conformes de vos diplômes et attestations de travail.

Seuls les candidats retenus après l'analyse des dossiers seront contactés pour la suite du processus.
A compétences égales, les candidatures féminines sont vivement encouragées et recevront une attention particulière.
Dossier de l'appel disponible en version physique au siège du Synphot ou en version numérique sur demande par mail.
Date limite de réception des offres : **08 mai 2026 à 17 h 00 mn**
Adresse d'envoi : dépôt physique au **siège du SYNPHOT, MAISON DE LA SANTE**, sis à Avenou et la version électronique à synphotogo2020@gmail.com

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?



BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal
quotidien **TOGOMATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin
ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:

Profession ou activité:

Adresse: / BP:

Tél: / E-mail:

► **Je m'abonne**

01 Abonnement mensuel: **5.000** FCFA

02 Abonnement trimestriel: **15.000** FCFA

03 Abonnement semestriel: **20.000** FCFA

04 Abonnement annuel: **40.000** FCFA

Rapports sexuels

Dr Catherine Solano explique en profondeur les problèmes d'allergie

« Après plusieurs rapports sexuels, ma femme ressent des picotements / brûlures à l'entrée du vagin. Elle a consulté et met une crème. Peut-elle être allergique au sperme ? Comment le savoir ? ». Cette question a été posée à la sexologue Catherine Solano par un homme du nom de Sébastien. La spécialiste lui apporte une réponse qui va sans aucun doute intéresser les lecteurs de Togo Matin.

une vaginose/vaginite bactérienne, une irritation (frottements, sécheresse, produits irritants), ou une dermatose (maladie de peau de la vulve). Cette situation fait que certaines femmes reçoivent des traitements "anti-infectieux"... alors que le problème peut être autre.

L'autre difficulté est que si le couple a des rapports sexuels réguliers, l'irritation

appelée Can f 5. Une femme allergique aux chiens peut donc réagir dès le tout premier rapport sexuel. L'allergie au chien peut être déclenchée par la salive, la peau, ou les poils de chiens. Chez certaines personnes, la réaction apparaît après des mois ou des années, et peut ensuite s'intensifier.

Comment savoir si c'est une allergie au sperme ?

Le test le plus simple est le "test au préservatif". Il ne nécessite pas de laboratoire. Il s'agit d'utiliser un préservatif (sans spermicide si possible). Si les symptômes disparaissent avec préservatif, et réapparaissent dès qu'il n'y en a plus ; alors l'hypothèse d'une réaction au sperme devient plus probable.

Mais attention : ce test n'exclut pas les autres causes (mycose, vaginose, sécheresse, dermatoses). Il donne juste un indice. Il est pertinent de consulter un médecin, que ce dernier soit un gynécologue ou un dermatologue vulvaire, si les symptômes persistent ou récidivent ; s'il existe des douleurs, des fissures, une sécheresse importante ; ou s'il y a des symptômes

; parfois l'on va prendre un antihistaminique (Les antihistaminiques sont des médicaments qui bloquent l'action de l'histamine, une substance responsable des symptômes allergiques) avant le rapport sexuel (s'il y a suspicion allergique) ; enfin, il faut consulter un allergologue pour confirmer et adapter la conduite à tenir.

sperme est-elle fréquente ? Non, elle est rare. Les irritations après un rapport sexuel et les infections locales sont beaucoup plus fréquentes. Peut-on être allergique au sperme d'un seul homme ? En général, non : il s'agit plutôt d'une réaction à des protéines du sperme, donc potentiellement avec n'importe quel homme.



Ce couple n'est visiblement pas épanoui dans son intimité (Image trouvée en ligne)

Selon la spécialiste, l'allergie au sperme existe, même si elle est rare. L'on parle aussi d'hypersensibilité au liquide séminal. Le point important à retenir concernant ce phénomène, est que cela n'est pas une allergie « à vous » en tant que personne, mais une réaction à certaines protéines présentes dans le sperme, qui seraient susceptibles de provoquer une réaction avec n'importe quel partenaire.

Quels symptômes peuvent faire penser à une allergie au sperme ?

L'on distingue deux situations : Une réaction locale (la plus fréquente). Il s'agit d'une irritation vulvo-vaginale après un rapport sexuel. La forme la plus courante correspond à des symptômes limités à la vulve et au vagin. Ces symptômes sont : les brûlures et picotements ; les rougeurs et démangeaisons ; la sensation d'irritation à l'entrée du vagin ; parfois des douleurs pendant ou après le rapport sexuel.

Le piège, c'est que ces signes ressemblent beaucoup à des maladies comme : une mycose,

peut devenir quasi permanente, et le lien avec le sperme est moins évident. Par ailleurs, il faut savoir que dans cette forme locale, il ne s'agit pas toujours d'une "vraie" allergie au sens immunologique. Le sperme contient des substances (dont des enzymes) qui facilitent la fécondation. Chez certaines femmes, elles peuvent fragiliser la muqueuse et provoquer une inflammation locale. Dans ce cas, certains tests allergologiques peuvent être négatifs.

Allergie "vraie" (plus rare) : réaction générale

Ici, la réaction ne concerne pas seulement la zone génitale, mais le corps entier peut réagir. Cela peut donner : une urticaire ; des démangeaisons généralisées, un gonflement du visage (angio-œdème) ; des difficultés respiratoires ; une crise d'asthme, un malaise ; la chute de la tension artérielle ; et très rarement, une réaction sévère (urgence médicale). Avec cette forme, l'on est plus proche d'une vraie réaction allergique. Fait intéressant, il existe parfois une allergie croisée avec le chien, via une protéine



Cette jeune femme (à gauche) a décidé de consulter un médecin (Image trouvée en ligne)

généraux (urticaire, gêne respiratoire, malaise).

Un allergologue peut proposer des explorations (selon le contexte) et aider à trancher entre irritation, inflammation et allergie.

Que faire si l'allergie au sperme est probable ?

En pratique, selon la situation et sur avis médical, l'on peut envisager de continuer le préservatif (mesure la plus simple et souvent efficace)

un produit (lubrifiant, savon, lessive) ; ou une dermatose vulvaire. Donc il faut garder un raisonnement simple : l'on ne pas se fixer trop vite sur l'allergie au sperme, mais l'envisager si le test au préservatif est très parlant. Que peut-on conclure de façon résumée ? Un certain nombre de questions et de réponses, peuvent aider à faire le bilan et à comprendre. Pour commencer, l'allergie au

un choc allergique ? C'est exceptionnel, mais une réaction générale sévère est possible : dans ce cas, il s'agit d'une urgence médicale.

Y a-t-il un lien entre l'allergie au chien et l'allergie au sperme ? Oui, parfois, via une allergie croisée impliquant notamment la protéine Can f 5.

Education

Yas Togo inaugure un bâtiment scolaire au lycée Pouda

Yas Togo poursuit le déploiement de sa politique RSE (Responsabilité sociale des entreprises). Avec l'accompagnement de la Fondation Axian, elle a procédé vendredi 17 mars 2026, à l'inauguration d'un bâtiment scolaire au lycée Pouda à Doufelgou, dans la région de la Kara. Cette inauguration intervient dans le cadre du programme Nunya, dédié à l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité au Togo.



A l'occasion, la cérémonie d'inauguration a mobilisé plusieurs personnalités. Au nombre de ces derniers, le directeur général de Yas Togo, la directrice de la Communication interne et des autorités administratives et locales.

Dans l'ensemble, l'infrastructure réceptionnée est composée de quatre salles de classe, d'un bureau administratif, d'un magasin et de deux blocs sanitaires de trois cabines chacun. Elle permettra d'accueillir 311 élèves dans de meilleures conditions d'apprentissage, en offrant un environnement plus sûr, fonctionnel et adapté au travail scolaire.

Au-delà, cette infrastructure vient s'ajouter aux nombreuses réalisations menées par la Fondation Axian, à Madagascar, au Togo, au Sénégal et aux Comores. À ce jour, la Fondation Axian a contribué à la construction et à la réhabilitation de 230 écoles, scolarisant plus de 56.000 enfants à travers les pays susmentionnés.

À travers l'inauguration du bâtiment scolaire au lycée Pouda, Yas Togo et la Fondation Axian entendent donc contribuer à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et à accompagner les communautés locales dans leurs efforts de renforcement de l'accès à l'éducation.

Pour Pierre-Antoine Legagneur, directeur général de Yas-Togo, à travers l'investissement dans les infrastructures scolaires, entend améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

« L'éducation constitue l'un des piliers du développement durable. À travers le programme Nunya de la Fondation Axian, Yas Togo souhaite contribuer concrètement à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et à accompagner les communautés dans leur ambition de donner à chaque enfant les moyens de construire son avenir », a-t-il mentionné avant d'ajouter : « L'inauguration de ce bâtiment au lycée Pouda constitue la neuvième réalisation de ce programme, et contribue à l'émergence d'une génération de citoyens compétents, responsables et ambitieux ».

Avec l'inauguration du Lycée Pouda, le programme Nunya compte désormais neuf établissements scolaires réalisés à travers le pays. Il s'agit de l'EPP Toutougou (Dapaong), l'EPP Madjikipéto (Lomé), l'EPP Agbandi Zongo (Blitta 2), l'EPP Kolowaré (Sokodé), l'EPP Amavénou (Agou 2), EPP Kadjalé (Tchamba), EPP Adétikopé D (Agoé-Nyivé 6) et l'EPP Kinzi (Kozah - Kara).

Qu'est-ce que le programme Nunya ?

Porté par Yas Togo avec l'appui de la Fondation Axian, le programme Nunya vise à renforcer l'accès à des infrastructures éducatives de qualité, en particulier dans les zones rurales et les territoires où les besoins sont les plus importants. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de soutien aux politiques éducatives nationales et contribue aux objectifs internationaux en matière d'accès à une



éducation de qualité pour tous.

Quant à Yas Togo, précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, il se donne pour ambition de devenir le champion de

la qualité de services aux standards internationaux.

Avec 9000 collaborateurs dans l'Océan indien en Afrique, issus d'entreprises opérant dans cinq (5)

secteurs, le groupe Axian, pour sa part, travaille à créer un continent plus juste et à agir pour un accès universel aux services essentiels.

Caleb Akponou

BONNE CÉLÉBRATION DE **L'INDÉPENDANCE**



ANS D'INDÉPENDANCE

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

